

Burundi : le chef des Imbonerakure nommé à la tête de la radio-TV nationale

@rib News, 13/07/2019 Source AFP Human Rights Watch a annoncé samedi l'entrée en fonction d'Eric Nshimirimana - chef des Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti au pouvoir, que l'ONU a qualifié de milice - à la tête de la Radio Télévision nationale du Burundi (RTNB), l'unique média publique audiovisuel du pays.

"La nomination d'Eric Nshimirimana à la direction de la RTNB porte un coup dur à toutes les victimes des abus perpétrés par les Imbonerakure, ainsi qu'à la liberté de la presse au Burundi", a déclaré à l'AFP Lewis Mudge, directeur Afrique centrale de l'organisation de défense des droits de l'homme. "Sous sa direction à la tête des Imbonerakure, il a permis les abus", a assuré M. Mudge, estimant que "ces abus, y compris des arrestations, des cas d'intimidation et d'extorsion, et des assassinats, se poursuivent (encore) aujourd'hui". M. Nshimirimana avait été porté à la tête des Imbonerakure en 2015, au plus fort de la crise déclenchée par la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat qu'il obtenu en juillet de la même année. Il a été nommé au poste de directeur général de la RTNB début juillet et ses fonctions jeudi, selon la télévision nationale. "Cela fait très longtemps que la RTNB est au service du parti au pouvoir. La nomination d'un tel DG signifie que cette fois nous n'aurons plus aucune marge de manœuvre à l'approche des élections de 2020", a regretté auprès de l'AFP un journaliste de la RTNB, sous couvert d'anonymat. "C'est un message pour dire à l'opposition interne que les médias publics sont sous contrôle total d'un CNDD-FDD (le parti au pouvoir) qui se comporte en véritable parti unique digne de l'époque soviétique", a renchérit un opposant vivant à Bujumbura et qui a requis l'anonymat. La Ligue de jeunesse du parti au pouvoir est accusée d'être au cœur du système répressif burundais à côté de l'armée, de la police et du Service national de renseignement (SNR). Les dizaines de milliers de jeunes Imbonerakure quadrillent toutes les collines - la plus petite entité administrative du pays -, et jouent un rôle clé dans la répression des opposants, qu'ils arrêtent, tabassent ou en assassinent, selon les organisations de défense des droits de l'homme. "M. Nshimirimana devrait rendre des comptes pour ce qui s'est passé sous sa direction (à la tête des Imbonerakure), au lieu d'être récompensé par cette nomination à la direction de l'un des derniers médias du pays", a argué HRW. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise politique au Burundi auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête.